

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 25/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRIQUETERIES CHIMOT SA.

162 ROUTE DE SAINT SAULVE
59770 Marly

Références : [2024-V3-0231](#)
Code AIOT : 0007000067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2024 dans l'établissement BRIQUETERIES CHIMOT SA. implanté 162 ROUTE DE SAINT SAULVE 59581 Marly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cessation complète des activités et reprise de possessions des lieux par le propriétaire des terrains (CAVM Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIES CHIMOT SA.
- 162 ROUTE DE SAINT SAULVE 59581 Marly
- Code AIOT : 0007000067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 1904, la briqueterie Chimot, sise au 162 rue Saint Saulve, 59770 Marly, exerce une activité sous le régime de l'autorisation, conformément à la réglementation des Installations Classées pour

la protection de l'environnement, la rubrique afférente est la rubrique 2523 (fabrication de produits céramiques et réfractaires).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation	Code de l'environnement du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	définitive des activités	01/07/2024, article R.512-75-1	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant a :

- notifié la cessation définitive de l'exploitation par courrier au préfet du Nord, à compter du 31 décembre 2023 ;
- procédé aux opérations de mise en sécurité du site conformément au Code de l'environnement.

Toutefois, l'exploitant n'a pas transmis le dossier de cessation, ni les ATTES SECUR et MEMOIRE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation définitive des activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2024, article R.512-75-1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état.</p> <p>Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.</p> <p>[...]</p> <p>III.-La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.</p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p>

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.-En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.-La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

Constats :

La visite d'inspection fait suite à la notification au préfet du Nord, par courrier du 29 janvier 2024, de l'arrêt d'exploitation du site au 31 décembre 2023.

En pièces jointes de ce courrier, l'exploitant a produit les études de recherche d'éventuelles pollutions réalisées dans le cadre des procédures de cessation (diagnostic de pollution des sols / Mission globale codifiée INFOS DIAG comprenant les missions élémentaires A100, A110, A120, A130, A200, A270 selon la norme NF x31-620/Etat des lieux site 162, Rue Saint Saulve 59770Marly/Rapport SOCOTEC A1427/23/228 version 1 du 24/11/2023).

À la date de la visite, soit plus de six mois après la cessation définitive de l'exploitation, le mémoire de cessation ainsi que les documents ATTES SECUR et MEMOIRE n'ont pas été transmis à l'administration.

L'exploitant, par courrier du 29/01/2023, a sollicité l'agglomération de Valenciennes Métropole quant à l'usage futur des terrains. Il est proposé une remise en état du site pour un usage industriel. La visite du site se concentre sur la mise en sécurité du site, conformément au point IV du R.512-75-1.

Lors de la visite, l'inspection constate qu'à l'entrée du chemin permettant d'accéder au site, le panneau relatif au permis de démolir a été affiché.

L'entrée du site est matérialisée par une barrière et la présence de blocs empêchant l'accès au site. L'exploitant est accompagné de ses chiens, qui, libres sur le terrain, déclenchent le système d'alarme avec détection de mouvement mis en place.

L'interdiction et la limitation d'accès au site sont opérationnelles.

Depuis l'entrée du site, aucune présence de déchets n'a été constatée par l'inspection. Les documents fournis à l'inspection permettent de justifier l'évacuation des déchets ainsi que la sécurisation du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection attend de l'exploitant qu'il transmette le dossier de cessation et les documents **ATTES SECUR** et **MEMOIRE** sous deux mois. En cas de non-transmission, l'inspection se réserve le droit de proposer à M. le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à la

prescription indiquée plus haut.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois